



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

**Maintenance biomédicale globale préventive et curative  
des équipements biomédicaux avec mise à disposition sur  
site de techniciens**

---

**Pouvoir adjudicateur :**

Centre Hospitalier Alpes Léman  
Etablissement support du GHT Léman - Mont-Blanc  
558 route de Findrol  
BP 20500  
74130 CONTAMINE SUR ARVE

**Etablissements parties bénéficiaires :**

Centre Hospitalier Alpes Léman  
Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 – Forme du contrat.....	4
1.4 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Intervenants.....	5
3.1 - Cotraitance.....	5
3.2 - Sous-traitance .....	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	6
5 - Protection des données à caractère personnel.....	7
6 - Durée et délais d'exécution .....	8
6.1 - Durée du contrat.....	8
6.2 - Reconduction.....	8
7 - Prix.....	8
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	8
7.2 - Modalités de variation des prix.....	8
7.3 - Modalités de calcul et d'ajustement des coûts de maintenance pour les équipements nouveaux ajoutés en cours de marché.....	9
8 - Garanties Financières .....	9
9 - Avance .....	9
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	9
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	10
10 - Modalités de règlement des comptes.....	10
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	10
10.2 - Présentation des demandes de paiement .....	10
10.3 - Délai global de paiement.....	11
10.4 - Paiement des cotraitants .....	11
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	11
10.6 – Informations par le titulaire en cas de modification des conditions de paiement .....	11
11 - Conditions d'exécution des prestations .....	11
12 - Développement durable .....	12
13 - Constatation de l'exécution des prestations .....	12
13.1 - Vérifications .....	12
13.2 - Décision après vérification.....	13
14 - Maintenance .....	13
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	13
16 - Pénalités.....	13
16.1 - Pénalités de retard .....	13
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	13
16.3 - Autres pénalités spécifiques .....	13
17 - Assurances .....	14
18 - Clause de réexamen.....	15
19 - Résiliation du contrat.....	19
19.1 - Conditions de résiliation .....	19
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	20

20 - Règlement des litiges et langues .....20

21 - Dérogations .....20

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

La présente consultation concerne :

Maintenance biomédicale globale préventive et curative des équipements biomédicaux avec mise à disposition sur site de techniciens

La présente consultation porte sur le choix d'une société ou un groupement de sociétés (sociétés de maintenance tierce) en charge de la maintenance externalisée de dispositifs biomédicaux multimarques, selon la réglementation en vigueur, **avec mise à disposition de techniciens biomédicaux** et équipements de tests sur site.

Le titulaire du marché est informé que le Centre Hospitalier Alpes Léman, établissement support du GHT Léman Mont Blanc, passe le marché dans le cadre de sa compétence légale (article L.6132-2-5°a) du code de la Santé Publique) au bénéfice des établissements membres du GHT bénéficiaires. A ce titre, l'établissement support mène la procédure de passation et signe le marché pour son compte et celui des établissements partis concernés. Les établissements sont pour leur part, responsables de l'exécution du marché à l'exception de la passation d'éventuels avenants.

Lieu(x) d'exécution :

Centre Hospitalier Alpes Léman : site principal et sites déportés

Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc : sites de Sallanches et Chamonix, et sites déportés

Les lieux d'exécution sont précisés au CCTP.

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

### 1.3 – Forme du contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

Non-exclusivité : Il est précisé que le marché n'emporte pas exclusivité du titulaire pour l'ensemble des prestations de maintenance biomédicale des établissements du GHT.

Des prestations notamment de tierce maintenance ou de maintenance constructeurs peuvent être confiées à d'autres opérateurs.

Le pouvoir adjudicateur se réserve ainsi la possibilité de conclure un contrat ou de procéder à un achat portant sur le même objet par le biais d'une centrale d'achat ou groupement de commande notamment dans les cas suivants :

- 1- ce nouveau contrat ou achat présente un intérêt technique et/ou économique pour l'établissement acheteur ;
- 2- les prestations n'apportent pas satisfaction au service prescripteur ;
- 3- les achats concernés portent sur des produits ou services dits « captifs » auprès d'un autre fournisseur ou prestataire ;
- 4- ce nouveau contrat ou achat s'intègre dans le schéma de convergence des achats au sein du GHT.

Dans tous les cas, ce nouveau contrat ou achat sera conclu dans le respect des dispositions du Code de la commande publique.

### 1.4 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cadre de réponse technique complété par le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- L'offre technique et financière du titulaire
- Tous documents régissant les conditions d'intervention au sein des établissements, notamment la charte SSI du GHT

### Règlementations en vigueur :

Les prestations du titulaire doivent être conformes aux clauses des lois, décrets, réglementations et normes en vigueur applicables aux prestations à réaliser dans le cadre du marché, et notamment : Le titulaire devra justifier qu'il est en possession de(s) certificats(s) de marquage CE (numéro et nom de l'organisme notifié ayant certifié) des équipements, fournitures et accessoire, ainsi que de(s) attestation(s) de conformité et annexe(s) se rapportant aux prestations proposées. Il précisera les textes de références. Le fait de ne pas énumérer la totalité des normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de soumissionner. Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité (notamment ceux relatifs au développement durable et à l'éco responsabilité) pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles. Dans la mesure où une nouvelle réglementation interviendrait en cours d'exécution du marché, celle-ci serait directement applicable dès sa promulgation. Le présent marché constitué des documents contractuels définis supra exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

### Conditions générales de vente :

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des contrats de maintenance, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux. Mise au point Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une mise au point du marché avec le titulaire. Conformément à la réglementation en vigueur, cette mise au point ne pourra intervenir que si les modifications en découlant ne remettent nullement en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières, du marché ainsi que les conditions initiales de la mise en concurrence. Cette mise au point donnera lieu à l'établissement d'un écrit qui sera annexé à l'offre, l'ensemble constituant l'acte d'engagement au sens de l'article R. 2152-13 du Code de la commande publique.

### Clause de non concurrence :

Il est précisé qu'aucune clause de non-concurrence n'est opposable au pouvoir adjudicateur ou à ses établissements parties bénéficiaires.

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Cotraitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.

### 3.2 - Sous-traitance

En complément des dispositions du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG FCS.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces suivantes :

- Déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à 5 et L.2141-7 à 11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L 1512-1 à L 1512-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Les pièces justifiant de la capacité technique, professionnelle et financière du sous-traitant identiques à celles exigées du titulaire pour ce qui concerne les prestations sous traitées
- Les attestations d'assurances RCP du sous-traitant
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 et L.2141-4, 1° et 3° du code de la commande publique.
- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
- Le numéro unique d'identification INSEE du sous-traitant permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13
- Copie du jugement de redressement judiciaire du sous-traitant le cas échéant ;

En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances, lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG FCS, l'établissement bénéficiaire notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître à l'établissement bénéficiaire le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu de l'établissement bénéficiaire un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au maître d'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies au marché, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir que sous réserve de cette acceptation et de cet agrément.

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel et à l'obligation de discrétion. Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts des établissements, s'engage à ce que les informations (techniques, financières ou organisationnelles), objets quelconques, documents et savoir-faire relatifs à l'activité des établissements, auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution des accords-cadres ou qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte, ne puissent être utilisés, ni remis à des tiers, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du groupement ou son représentant. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences. Les préposés et le personnel du titulaire chargés par ce dernier d'exécuter le présent accord-cadre sont tenus d'observer les mêmes dispositions. Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions. Le titulaire assurera donc la protection de toute information, objet et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires. Cette clause de secret continuera de lier le titulaire

pendant une période de deux ans à compter du terme du présent accord-cadre, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait des établissements ou d'un tiers. En cas de violation du secret professionnel ou de manquement du titulaire à ces obligations, le pouvoir adjudicateur pourra résilier sans préjudice de poursuites éventuelles de la part du titulaire. A contrario, le titulaire s'expose en plus des sanctions pénales éventuellement encourues, à la résiliation du contrat à ses torts exclusifs sans indemnité. Les méthodes et le savoir-faire du titulaire étant compris dans l'objet de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de les garder confidentiels. Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue de la prestation objet de cet accord-cadre, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié les établissements.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage dans le cadre du présent contrat à respecter toutes dispositions en vigueur au sein de l'établissement concerné relatives aux conditions d'intervention et protocoles de sécurité. Dans ce cadre il s'engage à prendre l'attache du service compétent (par exemple service sécurité) afin de signer tout document utile tel que notamment conditions générales d'intervention, protocole de sécurité, plan de prévention.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Les obligations de confidentialité sont complétées par l'article 5.2 du CCAG-FCS relatif à la protection des données à caractère personnel ainsi que par la réglementation applicable à ces dernières dont le Règlement Général sur la Protection des Données 2016-679 du 27 avril 2016. Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'engagent mutuellement à respecter la réglementation en vigueur, et plus particulièrement l'article 28 du Règlement Général sur la Protection des Données.

Les données personnelles doivent être obtenues de façon licite et les données collectées doivent être limitées à celles qui sont nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées. Leur conservation sera limitée dans le temps et sécurisée.

En cas de traitement de données personnelles occasionné lors de l'exécution du présent contrat, ce dernier devra être conforme aux principes du Règlement Général sur la Protection des Données, c'est-à-dire que le traitement devra être effectué selon les conditions suivantes :

- Le titulaire ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du pouvoir adjudicateur.
- Le personnel du titulaire autorisé à traiter les données à caractère personnel s'engage à respecter la confidentialité des données traitées.
- Le titulaire s'engage à prendre les mesures prévues à l'article 32 du Règlement Général sur la Protection des Données et notamment de mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.
- En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à demander l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale du pouvoir adjudicateur et, le cas échéant, à faire respecter les mêmes obligations en matière de protection de données que celles fixées dans le présent contrat, en particulier pour ce qui est de présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement répond aux exigences du présent règlement. Lorsque le sous-traitant ne respecte pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution de ses obligations.
- Le titulaire doit tenir compte de la nature du traitement envisagé, aider le pouvoir adjudicateur, dans la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes des personnes concernées par le traitement envisagé.

- Le titulaire doit aider le pouvoir adjudicateur à respecter les obligations prévues aux articles 32 à 36 du Règlement Général sur la Protection des Données, notamment à garantir la sécurité du traitement, à notifier à l'autorité de contrôle toute violation de données à caractère personnel, à communiquer à la personne concernée toute violation de ses données à caractère personnel, de réaliser préalablement au traitement une analyse d'impact en cas de risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques et, le cas échéant, de consulter préalablement l'autorité de contrôle concernant la réalisation de l'analyse d'impact.
- Le titulaire doit, selon le choix du pouvoir adjudicateur, supprimer les données à caractère personnel ou les renvoyer au pouvoir adjudicateur au terme du contrat et détruire les copies existantes sauf législation contraire.
- Le titulaire doit mettre à disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations au titre du Règlement Général sur la Protection des Données, et pour permettre la réalisation d'audits et contribuer à ces audits.

## 6 - Durée et délais d'exécution

### 6.1 - Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période initiale de 2 ans, à compter du 01/01/2026.

Le marché est reconductible tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 4. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale est donc de 6 ans.

### 6.2 - Reconduction

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 7 - Prix

### 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Il est précisé que les prix du marché comprennent toutes sujétions nécessaires à l'exécution des prestations ou livraisons des fournitures. En conséquence aucun frais de port ou frais complémentaire de quelque nature que ce soit ne sera appliqué en plus du prix indiqué dans l'offre financière.

### 7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027 par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Pr = Po (0.15 + 0.85(ICHT-IME (n) / ICHT-IME (o)))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Pr : Prix révisé
- Po : Prix de référence
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.



L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ICHT-IME « Industries mécaniques et électriques ».

Clause de butoir : l'évolution des prix de règlement résultant de l'application de la référence de révision ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 4%.

Clause de sauvegarde : dans le cas où l'évolution des prix de règlement excéderait 2%, la personne publique se réserve le droit de résilier le marché sans que le titulaire puisse arguer de quelque dédommagement que ce soit.

### **7.3 - Modalités de calcul et d'ajustement des coûts de maintenance pour les équipements nouveaux ajoutés en cours de marché**

Il est prévu un montant annuel global de maintenance.

Il sera réévalué à chaque échéance annuelle au regard de l'évolution du parc de matériel. Ainsi les modifications de parc de la période écoulée en ajout ou en retrait seront répercutées par avenant annuel sur le montant global de la période suivante dans les conditions définies au CCTP.

Dans le cadre de l'évolution des besoins des établissements bénéficiaires, de nouveaux équipements pourront être ajoutés à la liste des équipements couverts par le présent marché.

Lorsque de tels équipements sont intégrés, le titulaire devra proposer un prix de maintenance conforme aux principes suivants :

#### **1. Principe de fixation des coûts de maintenance**

En cours d'exécution, la tarification d'un nouveau DM sera établie selon l'un des principes suivants :

- a) Référence à un équipement similaire existant : Si un équipement de même nature est déjà maintenu dans le cadre du marché, son coût de maintenance servira de base pour fixer le tarif du nouvel équipement. Le coût de maintenance du nouvel équipement ne pourra excéder une variation de + 10% par rapport aux coûts moyens pratiqués pour des équipements de catégorie équivalente dans le présent marché.
- b) Indexation sur le coût d'acquisition : À défaut d'équipement similaire, le coût de maintenance sera fixé selon un pourcentage prédéfini du prix d'achat du nouvel équipement (conditions d'achat de l'établissement). Ce pourcentage est établi à 12% maximum pour la couverture de maintenance la plus large, soit « MP+MC ».
- c) En cas de doute sur la tarification proposée, le pouvoir adjudicateur pourra exiger du titulaire une justification détaillée des coûts, incluant des références issues de marchés publics similaires ou des barèmes standards du secteur.

#### **2. Procédure de validation et arbitrage en cas de désaccord**

- a) Le titulaire soumettra au pouvoir adjudicateur une proposition tarifaire écrite dans un délai de 15 jours ouvrés après la demande d'intégration du nouvel équipement.
- b) Le pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de 15 jours ouvrés pour accepter ou formuler des observations sur la proposition tarifaire.
- c) En cas de désaccord persistant au-delà de 30 jours, un expert indépendant pourra être sollicité pour établir une estimation objective du coût, dont les frais seront supportés par la partie dont l'évaluation se révélerait manifestement erronée.

## **8 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **9 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### **9.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **9.2 - Garanties financières de l'avance**

La constitution préalable d'une garantie à première demande est exigée couvrant la totalité du montant de l'avance.

# **10 - Modalités de règlement des comptes**

## **10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS. La facturation est mensuelle, par établissement bénéficiaire.

## **10.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;  
10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;  
11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;  
12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) :  
Centre Hospitalier Alpes Léman : 267 400 844 00085  
Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc : 267 411 080 00018

Le titulaire se rapprochera de chaque établissement afin de prendre connaissance des données nécessaires à la facturation qui ne seraient pas précisées dans le présent marché.

### **10.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **10.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.  
Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **10.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

### **10.6 – Informations par le titulaire en cas de modification des conditions de paiement**

Toute modification concernant le titulaire modifiant les conditions de paiement (exemple : modification de RIB, prestataire d'affacturage, ...) devra faire l'objet d'une information préalable de l'établissement bénéficiaire et de l'établissement support par le titulaire. Le délai de préavis est fixé à un mois.

## **11 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire a nommément désigné une personne physique dans son offre, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'établissement bénéficiaire est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information, en fournissant toute précision utile (CV, expérience, ...) permettant à l'établissement bénéficiaire de se positionner.

### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

### Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Les conditions sont définies au CCTP complété par l'offre du titulaire.

## **12 - Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

## **13 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **13.1 - Vérifications**

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par l'ingénieur biomédical de l'établissement au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément à l'article 28 du C.C.A.G.-F.C.S.

#### **CONTROLE PERMANENT**

L'établissement concerné donne accès au système de traçabilité qu'il a mis en place, au bénéfice du prestataire en vue de vérifier la conformité des prestations et des modalités de leur exécution avec les clauses du marché.

#### **COMITE DE PILOTAGE, REUNIONS DE SUIVI MENSUELLES**

Il est institué comité de pilotage et réunions de suivi mensuel tels que détaillés au CCTP.

### 13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 14 - Maintenance

La maintenance dont les conditions sont précisées au CCTP et dans l'offre du titulaire est l'objet même du présent marché.

## 15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 16 - Pénalités

### 16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 200,00 €.

En cas de non atteinte des objectifs de maintenance préventive fixés au CCTP : Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 200,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 16.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect des exigences de présence quotidienne des techniciens	Constat	500,00 €	Constat d'un effectif en dessous du minimum journalier requis au CCTP
Non-respect des exigences de volume technicien annuel (ETP)	Jour	500,00 €	Constat d'un effectif en dessous du minimum annuel requis au CCTP
Contrôles par échantillonnage	Voir ci-contre	Voir ci-contre	Applicabilité : <ul style="list-style-type: none"><li>• Pour les dépassements de date anniversaire : à partir du 1er jour de dépassement de la date anniversaire de la mise en service du DM</li><li>• Pour la non-présence du rapport d'intervention : à partir du 31eme jour de</li></ul>

			<p>dépassement de la date anniversaire de la mise en service du DM</p> <p>Pénalités applicables sur la globalité des écarts constatés au moment de l'échantillonnage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pénalité de retard dans la maintenance préventive des DM critiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 mois de pénalités applicable maximum</li> <li>- Montant de la pénalité : 20 € par jour ouvré de retard par DM</li> <li>- En outre, au-delà d'un mois de retard : mise à disposition d'un équipement de remplacement identique avec prise en charge des frais induits (transport, installation et mise en service, formation personnel, consommables et accessoires durant la période de prêt)</li> </ul> </li> <li>• Pénalité de retard dans la maintenance préventive des DM non critiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 mois de pénalités applicable maximum</li> <li>- Montant pénalités : 5 € par jour ouvré de retard par DM</li> </ul> </li> </ul> <p>Ce mécanisme s'applique pour tous les DM dont les couvertures sont les suivantes : - MP+LOGISTIQUE TRACABILITE - MP+MC+LOGISTIQUE TRACABILITE - MP+MC1+LOGISTIQUE TRACABILITE</p>
Non-présence technicien sur la plage de présence contractuelle	Constat	100,00 €	
Pilotage contrat – réunion mensuelle	Constat	100,00 € par CRR manquant	Compte-rendu de réunion
Pilotage contrat – satisfaction client	Constat	Retenue de 5 000 €	Enquête de satisfaction non fournie dans les conditions du CCTP Restituée à la production de l'enquête sauf si celle-ci est produite plus de 3 mois après l'échéance du 31/03
Non-respect d'obligations contractuelles non couvertes par une autre pénalité	Constat	100,00 €	
Non-respect des règles en vigueur en matière d'accès, de confidentialité et de sécurité	Constat	1 500,00 €	Constat d'un manquement aux obligations mentionnées dans la charte informatique et le plan de prévention et du règlement intérieur.

## 17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 18 - Clause de réexamen

### 18.1 – Généralités

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant ou acte écrit au présent contrat. Il est entendu que le terme « contrat » dans cet article recouvre les tant les notions de marché public, que d'accord-cadre ou de marché subséquent, ou toute forme contractuelle prévue au Code de la commande publique.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le contrat, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer, sauf indication contraire ci-après, quel que soit le montant des modifications ou les modifications de délais et durée qu'il induit. Le cas échéant, les montants maximums de l'accord-cadre ou délais et durées seront modifiés en conséquence.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

Dans tous les cas de figure ci-dessous, toute modification du contrat fera nécessairement l'objet d'un acte écrit avant de pouvoir être appliquée.

Dans tous les cas de figure ci-dessous, à défaut d'accord entre les parties, le contrat pourra être résilié de plein droit par le pouvoir adjudicateur sans indemnisation du titulaire.

Il est acté par ailleurs que les clauses de réexamen prévues au CCAG correspondant sont applicables sauf dérogation expresse dans le présent CCAP.

### 18.2 – Modifications d'ordre financier ou administratif

#### 18.2.1 - Modification des conditions de variation des prix

1- Il est prévu expressément qu'en cas d'arrêt ou modification de la série ou de l'indice concerné ou de changement de base de calcul, les parties utiliseront l'indice de remplacement proposé par l'INSEE ou l'organisme de publication en appliquant le coefficient de raccordement éventuellement proposé, ou toute autre méthode de calcul.

Dans le cas où l'organisme de publication ne proposerait pas d'indice de remplacement, les parties s'accorderont sur un tel indice et ses modalités d'application au contrat, sur demande de la partie la plus diligente. Ces modifications seront actées par avenant.

2- Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques et pour s'assurer que la formule de variation demeure bien représentative des coûts réels, le niveau de la rémunération, d'une part et la structure de la formule de révision d'autre part pourront être soumises à réexamen à l'initiative de l'une ou l'autre partie, dans les cas suivants :

-- en cas de modification importante de la consistance et des conditions d'exécution du service (modification des horaires ; l'emploi nécessaire de matériels nouveaux pour réaliser la prestation...)

-- Si l'application des formules de révision prévues au C.C.A.P. fait apparaître une variation de plus de 5 % par rapport au prix initial ;  
-- En cas d'évolution importante de la législation ou de la réglementation, notamment de la législation fiscale, de la législation du travail, des règles de sécurité ou de la législation relative à la protection de l'Environnement ;  
La procédure de révision n'entraînera pas l'interruption du jeu normal des formules de révision qui continueront à être appliquées jusqu'à la validation de la modification. Ces modifications seront actées par avenant.

#### 18.2.2 : modifications des conditions administratives d'exécution :

3- Les établissements hospitaliers se réservent un droit de revue annuelle des pénalités applicables. Ces modifications seront actées par avenant.

4- Les modifications fiscales (modification de taxes existantes ou création, modification de taux, ...) seront automatiquement intégrées au contrat. Ces modifications seront actées par avenant.

5 - Réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel : Il est expressément prévu que toute modification sur ce point entre dans le cadre de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique. Ces modifications seront actées par avenant.

6- Changement de comptable assignataire des paiements : en cas de changement du comptable assignataire des paiements, l'établissement partie bénéficiaire en informera le titulaire. Ces modifications seront actées par ordre de service.

7 – Adaptation des opérations de vérifications et modalités de paiements.

En cas de nécessité d'adapter les modalités de vérifications des prestations et, en conséquence, les modalités de constat du « service fait » et de périodicité des règlements au regard des particularités éventuelles de tout ou partie des Bénéficiaires, un avenant peut être conclu dans le respect des règles d'ordre public relatives notamment aux délais de paiement et interdiction du paiement différé.

8- En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du contrat, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à une modification de contrat. Ces modifications seront actées par avenant.

#### 18.2.3 : modifications touchant le titulaire du contrat :

9- Remplacement du titulaire initial :

Le titulaire pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution par avenant d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes : cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles, défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles. Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications au contrat. Le titulaire du contrat ne pourra s'opposer à la cession entre pouvoirs adjudicateurs et ne pourra faire valoir aucune demande d'indemnisation

10- Modification de la composition du groupement :

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte par avenant à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement.
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.



Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire dans les conditions suivantes :

- Quelle que soit la nature du groupement. Le pouvoir adjudicateur invite les membres du groupement à désigner, dans un délai de trente jours, un autre mandataire parmi eux.
- A défaut, et à l'issue du délai de trente jours courant à compter de la notification de l'invitation du pouvoir adjudicateur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire.

Cette substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, si le nouveau mandataire désigné en vertu de l'alinéa précédent refuse d'assumer la solidarité, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité

- soit d'accepter que le mandataire ne soit pas solidaire ;
- soit de prononcer la résiliation sans faute de la totalité du contrat, mais sans indemnité.

#### 18.2.4 : modifications touchant le pouvoir adjudicateur ou les établissements bénéficiaires :

11- L'établissement support effectuant la mise en concurrence pour le compte des établissements parties dans le cadre d'un groupe hospitalier de territoire, il est expressément prévu, afin d'assurer dans ce cadre l'effectivité du principe de convergence des marchés publics érigé par les articles L. 6132-3 3 et R. 6132-1 du Code de la santé publique issus de la loi la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016, que le présent contrat soit applicable, dans ses conditions techniques, administratives et financières, à d'autres membres dudit groupe concernés par l'objet du contrat, y compris dans le cas où les établissements parties ne sont pas expressément mentionnés initialement. Il est toutefois dûment précisé que les établissements parties demeurent libres d'adhérer au présent contrat pour répondre à leur besoin, et qu'ils ne sont aucunement tenus par une clause d'exclusivité. Ces modifications seront actées par avenant. D'éventuelles conséquences sur l'exécution du contrat permettant notamment une optimisation technique ou financière seront actées discutées entre les parties et actées dans cet avenant.

12 – Il est prévu au titre des clauses de réexamen, que le contrat puisse être transféré du pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation ni demande d'indemnisation à ce titre.

13 – Il est prévu au titre des clauses de réexamen, que le pouvoir adjudicateur puisse soustraire un ou plusieurs établissements bénéficiaires. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation ni demande d'indemnisation à ce titre. D'éventuelles conséquences sur l'exécution du contrat remettant en cause son équilibre financier devront être justifiées par le titulaire par tous moyens. Ces modifications seront actées par avenant.

#### 18.2.5 : modifications de circonstances d'exécution du contrat :

14- Circonstances imprévisibles : lorsqu'un changement de circonstances, imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour le titulaire du contrat au-delà de la simple perte de marge, dans tous les cas dans des conditions rendant impossible la poursuite du contrat, celui-ci peut en demander l'ajustement à son cocontractant. Il devra s'agir d'un évènement postérieur à la conclusion du contrat et impossible à anticiper. Cette clause qui cessera de s'appliquer dès le retour à la normale, sera soumise à deux conditions cumulatives : le titulaire devra continuer à assurer ses obligations contractuelles et devra remettre tous éléments démontrant que le recours à la clause est justifié.

Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 1 mois pour accepter ou refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur de résilier le contrat. Ces modifications seront actées par avenant.

14- Circonstances imprévisibles – continuité de service :

Dans le cas d'un évènement extérieur aux parties et affectant la continuité de service dans les conditions normales d'exécution du contrat, le concédant se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face aux conséquences de cet évènement, dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les délais prévus par la

législation afin de s'assurer de la continuité de service. Les modifications induites seront actées par avenant et le titulaire devra par tous moyens faire face à toute variation des besoins de l'établissement.

15- En cas de difficulté, blocage informatique, cyberattaque, les modalités d'exécution du contrat seront modifiées afin de prendre en compte les dommages et de pouvoir assurer la continuité de service en mode dégradé (exemple : modalités de commande, ...). Ces modifications seront actées par avenant.

16- Modifications dans le cas de circonstances ou sujétions techniques que le pouvoir adjudicateur ne pouvait pas prévoir, lorsque des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires à l'achèvement de l'ouvrage ou des prestations, ou que les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues faisant peser un risque sur la continuité ou l'organisation du service public hospitalier ou la qualité des soins. Ces modifications seront actées par avenant, sans que soit opposable le caractère de modification substantielle.

17- D'éventuels ajustements techniques, administratifs ou financiers, suite à une réunion de cadrage ou revue de contrat, sauf à être substantiels, seront pris en compte par voie d'avenant.

### **18.3 – Modifications d'ordre technique**

#### 18.3.1 : Prestations complémentaires prévues au contrat :

18- Prix unitaires et forfaitaires mentionnés dans le BPU concernant l'astreinte, l'inventaire, géolocalisation et toute autre prestation comme précisée dans le CCTP : ces prestations seront validées par ordre de service portant prestations supplémentaires ou avenant selon leur impact sur le marché.

#### 18.3.1 : Modification des prestations, travaux, fournitures :

21- En cas d'évolution technologique, de changement de technique, ou de modification de la réglementation d'arrêt de fabrication, de rupture de stock ou de retrait des produits ou de services en cours d'exécution de du contrat, s'imposant au titulaire, le titulaire a l'obligation, avec un préavis de 3 mois avant la date prévue du changement d'en informer le pouvoir adjudicateur. Les prestations modifiées devront être plus performantes ou plus adaptées aux besoins ou à ladite réglementation. Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique, d'arrêt de fabrication, de rupture de stock ou de modification de la réglementation (liste non exhaustive). Celui-ci communique également les fiches techniques et commerciales décrivant les prestations/matériels/accessoires, ainsi que l'annexe financière qui serait modifiée et il produit le cas échéant les documents certifiant du respect des performances et des fonctionnalités demandées a minima au CCTP.

Si un prix équivalent ou similaire ne peut être maintenu, le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier l'augmentation de prix. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 2 mois pour accepter ou refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur de résilier le contrat. Ces modifications seront actées par avenant.

22- Pendant l'exécution du contrat, en cas de nouveaux produits ou de services susceptibles d'intéresser le pouvoir adjudicateur, de même nature et de même fonction que ceux objet du contrat, le pouvoir adjudicateur peut demander ou prescrire au titulaire des modifications techniques relatives aux prestations. La modification ne pourra constituer une modification dite substantielle. Si un prix équivalent ou similaire ne peut être maintenu, le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier l'augmentation de prix. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 2 mois pour accepter ou refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur la poursuite du contrat dans ses conditions initiales ou de le résilier. Ces modifications seront actées par avenant.

23- Pendant l'exécution du contrat, dans le cas où il serait avéré que des fournitures ou prestations ne correspondent finalement pas au besoin ou ne donne pas satisfaction car inadaptées, inutilisables, défaillance qualitative, mauvais fonctionnement répété, usure inhabituelle, inconfort manifeste à l'usage, ..., le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander leur remplacement par des fournitures ou prestations de même nature et de même fonction que ceux objet du contrat. La modification ne pourra constituer une modification dite substantielle. Si un prix équivalent ou similaire ne peut être maintenu, le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier l'augmentation de prix. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 2 mois pour accepter ou

refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur la poursuite du contrat dans ses conditions initiales ou de le résilier. Ces modifications seront actées par avenant.

24- Pendant l'exécution du contrat, le titulaire peut proposer au pouvoir adjudicateur des modifications techniques relatives aux prestations. La modification ne pourra constituer une modification dite substantielle. Dans ce cadre le titulaire formulera une proposition d'évolution des prix. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 2 mois pour accepter ou refuser la proposition A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur la poursuite du contrat dans ses conditions initiales ou de le résilier. Ces modifications seront actées par avenant.

25- Décision de poursuivre : La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur pour les prestations strictement nécessaires à la satisfaction du besoin exprimé dans le contrat et en cas d'incompatibilité avec le temps nécessaire à la rédaction d'un avenant. Un avenant devra toutefois être rédigé au plus tôt suite à son émission.

26- Tout recours à des produits figurant sur le catalogue du titulaire, dans la même gamme homogène que celle du contrat, les prix des fournitures sont calculés sur la base des prix unitaires qui figurent au catalogue, obligatoirement produit pendant l'exécution, diminués du rabais ou de la remise accordée dans les pièces du contrat. Il est précisé qu'il pourra être décidé d'intégrer par avenant au contrat les fournitures du catalogue commandées de manière récurrente.

27 – Adaptation du parc de matériel ou d'équipements : ces modifications seront actées selon les précisions indiquées au CCTP.

28 – Acquisition de nouvelles compétences relatives à la liste des équipements dont le titulaire assure la maintenance au titre du contrat :

Le Titulaire peut faire évoluer, en cours d'exécution du contrat, la liste des équipements faisant l'objet de la prestation de la maintenance, en cas d'acquisition de nouvelles compétences liées au lot qu'il exécute. Dans ce cas, le Titulaire justifie par tout moyen ses compétences à effectuer les prestations de maintenance sur des nouveaux équipements, sous réserve de l'accord préalable du pouvoir adjudicateur de faire entrer des nouveaux équipements dans la prestation de maintenance.

## **19 - Résiliation du contrat**

### **19.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Dans ce cadre, le principe de convergence des marchés au sein du GHT, la recherche de performance technique ou financière constituent dans le cadre du présent contrat des motifs d'intérêt général, y compris en cas de bascule de l'achat concerné vers une centrale d'achat ou un groupement de commande.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## 19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 21 - Dérogations

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 27 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 32 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 19.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services